

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. C'est exactement ce que nous avons essayé de faire comprendre maintes fois aux États-Unis.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège...

M. l'Orateur: Le ministre veut-il invoquer le Règlement?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je veux soulever la question de privilège en raison des remarques que vient de faire le chef de l'opposition. Il n'est que juste, je pense, de mon point de vue, de signaler que le département d'État avait accepté de publier l'information le 6 juillet, et ce n'est que le 9 juillet, lorsque nous avons découvert que la mise au point n'avait pas été diffusée et, à leur demande, que nous avons envoyé la lettre du 10 juillet. Nous pensions qu'ils allaient publier ces renseignements le 6 juillet et ce n'est que lorsque nous avons découvert qu'ils ne l'avaient pas fait que nous avons envoyé d'autres explications.

● (1430)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il pourrait peut-être y avoir un peu de silence. Je sais que le député de Kootenay-Ouest a une question supplémentaire mais la présidence pourrait peut-être d'abord donner la parole au chef de l'opposition et ensuite au député de Kootenay-Ouest.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, à propos d'un rappel au Règlement découlant des remarques qu'a faites le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, j'aimerais signaler que la façon normale de communiquer une affaire de cette importance...

M. Guay (Saint-Boniface): Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Stanfield: C'est tout autant un rappel au Règlement que la question de privilège soulevée par mon honorable ami. Je serai très bref et parlerai sans ambages. Je veux simplement dire que toute l'affaire a été bâclée même à supposer que les explications du ministre soient exactes, on n'a nullement mené l'affaire à bonne fin.

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. Je vois que le ministre a pris la parole pour discuter tout comme le chef de l'opposition. Nous pourrions peut-être passer à la question supplémentaire du député de Kootenay-Ouest.

M. Harding: Monsieur l'Orateur...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. Le député de Kootenay-Ouest veut poser une question supplémentaire intéressante et pertinente.

LE PROJET DE LIGNE DE PÉTROLIERS DU TAPS—LA
POSSIBILITÉ DE LIVRAISON DE PÉTROLE À CHERRY
POINT VIA UN OLÉODUC CANADIEN

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Quels ont été les résultats des pourparlers sur la possibilité de livrer du pétrole dans d'autres ports Américains de l'Ouest ou à la

Questions orales

raffinerie de Cherry Point dans l'État de Washington par voie d'un pipe-line canadien existant?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme l'a dit mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et comme l'a répété à plusieurs reprises mon collègue le ministre de l'Environnement, il nous semble seulement logique que la raffinerie de Cherry Point soit desservie à partir de ports intérieurs et non de la mer, ce qui serait une solution à notre principal problème.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vois que le député de Victoria ainsi que d'autres députés veulent poser des questions supplémentaires. Peut-être que pour varier la présidence pourrait céder la parole au député de Bellechasse.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA FERMETURE DE LA DAVIE SHIPBUILDING—
L'ADMISSIBILITÉ AUX PRESTATIONS DES EMPLOYÉS MIS
À PIED—LES INSTANCES DE LA COMMISSION

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné qu'un certain nombre d'ouvriers ont été mis en chômage involontairement, en raison de la fermeture du chantier de la Davie Shipbuilding de Lauzon, et qu'ils éprouvent des difficultés à obtenir des prestations pour cette période de chômage, le ministre peut-il dire si des instances lui ont été faites à ce sujet par la Commission de l'assurance-chômage?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, je n'ai pas reçu d'instances directes mais je note bien les vœux exposés aujourd'hui par le député et je verrai ce qu'on peut faire rapidement à ce sujet.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA LIGNE DE PÉTROLIERS DU TAPS—LA
COMMUNICATION ERRONÉE DE LA POLITIQUE
CANADIENNE—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné la situation presque incroyable dans laquelle nous nous retrouvons maintenant, du fait que la côte ouest du Canada va s'enrichir d'une route pour pétroliers à laquelle s'opposent tous les gens de la côte, apparemment parce que l'État mène nos affaires par le truchement du service d'Information Canada qui fait le découpage du hansard...